



# Éditorial

Frédéric Boccara

## Des propositions radicales, précises et cohérentes : pour rassembler !

**L'**automne est marqué par la loi El Khomri, et le besoin de lutter contre sa mise en œuvre. Il est marqué par les nouvelles convergences syndicales entre confédérations (FO, CGT, FSU, ainsi que Solidaires et Unef). Cet automne doit être marqué aussi par des propositions alternatives concrètes, comme la proposition de loi de sécurisation de l'emploi et de la formation, élaborée par un collectif constitué par la Revue *Economie & Politique* et mis en débat par le PCF et André Chassaigne pour être co-élaboré avec les citoyens, les intellectuels, le mouvement social, syndical.

Recherche d'alternative et d'unité, mais surtout besoin d'un projet alternatif cohérent, lié à des propositions précises et débouchant sur elles, à la fois en prise sur le réel et à la hauteur des enjeux.

*Cohérent et précis.* Cela ne veut pas dire ficelé, à prendre ou à laisser. Mais plutôt, que pour changer vraiment, une liste d'objectifs sociaux ne suffit pas (chômage, emploi, temps de travail, retraite, formation, extension des services publics, etc.). Il faut dire en même temps quels moyens financiers et quels pouvoirs nouveaux conquérir.

*En prise.* Ne pas seulement dire « la finance est notre ennemi », ou comme J.-L. Mélenchon « le problème c'est l'argent », ni même s'en tenir à nationaliser une banque (A. Montebourg). L'argent, la finance, il faut dire : où et comment on les attrape, quelle construction institutionnelle mettre en œuvre et pour quels buts. Ce qui compte, c'est de changer les critères d'utilisation de l'argent et du crédit et les pouvoirs qu'on exerce dessus. De même, on ne peut accepter les postures nationalistes ou nourrir l'idée de « dé-mondialisation », exonérant ainsi le capital et incitant les peuples à s'opposer entre eux.

*Graduelles et radicales.* Nous proposons de reconverter une partie significative des quelques 30 Mds d'argent public qui compensent auprès de la Sécu les exonérations de cotisations sociales, pour qu'ils servent à baisser le coût du capital en bonifiant sélectivement le crédit. C'est un levier pour obliger les banques à financer des investissements créant de bons emplois, de la VA et développant la formation. Ce ne serait qu'un début, mais radicalement opposé à ce qui domine actuellement. C'est bien autre chose que les illusions conciliatrices réformistes.

*À la hauteur.* Pour réussir, il faut être à la hauteur des défis du réel : financiarisation, crise de suraccumulation qui vient, révolution informationnelle, défis d'une production et d'une consommation écologiques, maîtriser la monnaie, révolutionner les services publics et les étendre comme jamais, commencer à maîtriser la mondialisation pour développer les biens communs face aux multinationales et au capital financier. Plus largement, c'est le défi d'une nouvelle civilisation commune à toute l'humanité, dans ses trois dimensions : culture, système économique et de production (technologie, structure, institutions, régulation, critères), ancrage géographique qui doit devenir multipolaire et mondial.

*Enjeux d'idées,* face à la droite et l'extrême droite. On ne peut contourner la bataille gigantesque sur l'entreprise et la révolution informationnelle : ils exigent de baisser le « coût du travail » au service des rendements du capital. La version la plus ignoble est : baissions le « coût de l'étranger ». À l'inverse, notre cohérence est de baisser les coûts du capital pour développer les dépenses de capacités humaines, les recherches et les investissements efficaces. C'est la bataille de l'efficacité économique et sociale pour le bien commun.

On peut d'autant moins contourner ces questions que ces idées mordent sur la gauche avec Hollande, pour recomposer le PS (Valls) ou créer à l'extérieur (Macron) un parti démocrate à l'américaine, et marginaliser durablement l'ambition communiste de dépassement du capitalisme en l'enfermant dans le petit coin velléitaire d'une « union » gauchisante.

Propositions et analyse cohérentes sont essentielles pour reconstruire une gauche qui dialogue avec le courant révolutionnaire, pour une nouvelle unification. Et c'est ce que peuvent et doivent apporter les communistes, le PCF. C'est urgent ! Pas pour un différencialisme, mais pour apporter à la gauche, au mouvement social, à toute notre société et à notre peuple, à l'Europe, et au-delà.

Tirons les leçons des expériences de gauche, au moins depuis 1981. La stratégie politique ne doit pas s'effacer devant les contenus mais bien plutôt se mettre à leur service et à celui de l'intervention populaire pour un rassemblement large, durable et efficace. ■■■